

## INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ET DISPARITÉS RÉGIONALES: LE CAS DU PORTUGAL (1)

Jean-Paul Carrière (\*)

Véronique Reix (\*\*)

### Introduction

Au sein du monde méditerranéen, il apparaît clairement que les régions se définissent à l'échelle internationale par leur place au sein de la DIT, plutôt qu'à l'échelle nationale en tant qu'espaces historiques pré-nationaux, avons-nous eu déjà l'occasion de conclure à l'issue d'un travail antérieur (J. P. Carrière et H. Regnault, 1987).

De ce point de vue, le Portugal ne déroge pas à la règle. Même si son littoral est baigné par l'Atlantique et s'il est situé aux confins du bassin méditerranéen occidental, le Portugal participe clairement du monde méditerranéen, dès lors que l'on considère sa dynamique spatio-économique:

- comme la plupart des économies méditerranéennes, l'économie portugaise connaît un modèle de développement dont la périphéricité n'est plus à démontrer. De plus en plus dépendante de l'extérieur du fait de son orientation productive (orientation axée sur l'essor d'un nombre limité de secteurs manufacturiers exportateurs, le déclin corrélatif des industries de substitution d'importations et l'exploitation d'avantages comparatifs liés à un niveau général de salaires très éloigné des standards nord-européens), l'économie portugaise connaît une croissance rapide; une croissance rapide mais de plus en plus initiée de l'extérieur et porteuse de déséquilibres spatiaux qui se traduisent par l'expansion des zones côtières et la marginalisation des régions intérieures. Ainsi en va-t-il également de pays tels que la Tunisie, le Maroc ou encore la Grèce avec lesquels on ne peut s'empêcher de faire des rapprochements. La dynamique régionale portugaise a ceci de commun avec celle des autres pays méditerranéens qu'elle est marquée par une différenciation croissante des régions en fonction de leur degré d'insertion dans la DIT.

---

(\*) Maître de conférences de Sciences économiques à l'Université de Poitiers et chercheur à l'Institut d'Economie Régionale.

(\*\*) DEA Sciences économiques.

(1) Cet article reprend pour une large part les résultats d'une communication présentée par J. P. Carrière à l'occasion du séminaire «Interioridade e desenvolvimento regional», organisé à Universidade da Beira Interior en septembre 1988. Ces résultats sont ici complétés et actualisés à partir des informations analysées par V. Reix, in *Déséquilibres spatiaux et sectoriels engendrés par la localisation des IDE: le cas du Portugal*, Université de Poitiers, octobre 1988.

- la place prise au sein de la DIT para les régions lusitaniennes, à l'instar de ce qui s'observe dans l'ensemble du monde méditerranéen, dépend pour une large part, bien que de façon non exclusive, des investissements étrangers qui s'y implantent. Ceci résulte, pour l'essentiel du mouvement de délocalisation d'entreprises manufacturières exportatrices, à haut coefficient de main d'oeuvre et faible degré de technologie, originaires des économies «centrales».

Dans le cas portugais, les investissements directs étrangers contribuent largement à la surspécialisation de l'économie, et leur développement est spectaculaire: en l'espace de neuf années, de 1978 à 1987, leur montant est passé de 1,9 à 61,2 millions de contos en monnaie courante; ce qui correspond à une progression de plus de 566 % en monnaie constante <sup>(2)</sup>! L'adhésion à la CEE semble avoir accéléré le mouvement, puisque par rapport à 1986, en 1987 la progression a été supérieure à 150 % en monnaie courante; et au vu des premiers résultats connus, la croissance est restée des plus soutenues en 1988 (+ 103 % d'augmentation entre le 1<sup>er</sup> semestre 1987 et le 1<sup>er</sup> semestre 1988).

Au total, selon des sources officielles, on recenserait actuellement environ 2500 entreprises à capital partiellement ou totalement étranger, contribuant très largement à l'orientation productive du pays (déjà en 1984, un tiers des exportations et un quart du chiffre d'affaires de l'industrie de transformation provenait de telles entreprises).

Le rythme accéléré de la croissance des IDE illustre parfaitement le nouveau cours d'une économie de plus en plus dépendante, extravertie (le Portugal est, hormis le cas spécifique des Pays-Bas et de la Belgique, le pays de l'OCDE dont le degré d'ouverture est le plus élevé et a le plus augmenté, de 30 % à 44 % entre 1974 et 1985) et faisant appel à la technologie comme aux capitaux extérieurs.

Une telle progression des investissements directs étrangers (IDE) ne peut, de toute évidence, être sans incidences régionales. Aussi, est-ce à l'impact régional des IDE qu'est consacré cet article. Nous entendons, en effet, vérifier l'hypothèse selon laquelle les modalités de l'insertion à la DIT, et plus particulièrement le développement des IDE, sont régionalement structurantes. En d'autres termes, nous nous proposons d'examiner dans quelle mesure les IDE renforcent les disparités régionales et accentuent les spécificités productives des espaces économiques portugais. A cette fin, nous examinerons les résultats d'un traitement statistique, auquel nous nous sommes livrés, concernant les localisations d'un échantillon de 1471 entreprises à capital partiellement ou totalement étranger.

---

(2) Calcul réalisé à partir de l'indice des prix de la FBCF.

Mais la portée de ces résultats ne peut être appréciée sans une connaissance plus précise du phénomène de l'investissement direct étranger au Portugal. Nous consacrons donc la première partie de cet article à sa présentation.

## **I — Dynamique et importance de l'investissement direct étranger (IDE) au Portugal**

L'adoption d'un code des investissements étrangers particulièrement souple dès 1977 est en soi révélatrice de la stratégie d'extraversion de l'économie portugaise; d'autant plus qu'elle participe d'un processus rapide d'intégration formelle à la Division Internationale Européenne du Travail, marqué par les adhésions successives à l'AELE, puis à la CEE.

Ce code destiné à favoriser les implantations étrangères a été revu dans un sens encore plus favorable, notamment sur le plan fiscal, en 1986; et désormais, la législation repose sur deux principes essentiels (IIE, 1986):

- la liberté complète d'installation des investisseurs étrangers résidents ou non, dans les secteurs ouverts à l'initiative privée; la loi prévoyant dans le secteur public des possibilités d'intervention étrangères sous forme contractuelle;
- le droit pour l'État portugais d'être informé des projets d'origine étrangère; ce qui, concrètement, implique la nécessité pour les investisseurs étrangers de déposer auprès de l'Institut de l'Investissement Étranger de Lisbonne une déclaration préliminaire, l'Institut se limitant à une simple vérification de l'exactitude des déclarations.

Ce régime très libéral s'applique à l'ensemble des investissements étrangers, qu'ils soient d'origine communautaire ou non. Parfaitement illustratif d'une stratégie délibérée d'intégration à la DIT adoptée à la fin des années 60 à l'initiative des «caetanistes modernistes», avant même le déclenchement de la révolution du 25 avril 1974, il explique partiellement l'extraordinaire expansion des IDE constatée ces dernières années. Il reflète également une convergence accentuée entre les options de la politique économique et les stratégies transnationales de nombreuses firmes étrangères; stratégies favorisant momentanément la croissance économique portugaise mais aussi porteuses de déséquilibres structurels majeurs, en particulier sectoriels et régionaux, comme on le verra par la suite.

L'ampleur du phénomène de l'investissement étranger au Portugal doit être appréciée en considérant simultanément la nature, la structure sectorielle et l'origine des capitaux d'origine extérieure.

## 1 – Types d'opérations et structure des IDE

Au vu du tableau 1, il apparaît que les créations d'entreprises, lato sensu, et les investissements réalisés au sein d'entreprises déjà existantes, représentent ensemble près de 90 % du montant des capitaux d'origine externe engagés au Portugal: un tel constat illustre en lui-même le caractère «expansionniste» et la contribution au développement d'activités nouvelles des IDE au Portugal. En revanche —et cela est tout autant significatif—, les investisseurs étrangers consacrent une faible part de leurs capitaux à des acquisitions d'entreprises nationales (10 % en 1987; ce pourcentage variant assez peu d'une année à l'autre, mais étant orienté à la baisse).

TABLEAU 1

### Répartition par type d'opération des IDE (1987)

	Montant en contos	Pourcentage
Créations d'entreprises ou de succursales . . . . .	13 547 860	21,9
Investissement au sein d'entreprises déjà implantées (augmentation, consolidation et réintégration de capital) . . . . .	41 360 954	67,1
Acquisitions . . . . .	6 200 854	10
Autres . . . . .	517 562	1
<i>Total</i> . . . . .	61 626 568	100

Source: IIE, 1987.

Les investisseurs étrangers manifestent une forte prédilection pour trois secteurs d'activité: «Banques, assurances et services aux entreprises», «Commerce, restaurants et hôtels» et «Industries de transformation» totalisent en 1987 près de 90 % des capitaux engagés au Portugal (cf. tableau 2). Cette prépondérance ne se dément pas d'année en année, même si le poids relatif de chacun de ces trois grands secteurs évolue brutalement d'une année sur l'autre, au gré de la réalisation des «grands projets»<sup>(3)</sup> (par exemple en 1985, l'industrie de transformation a représenté 48,5 % du total des IDE). La dépendance apparaît donc forte dans les secteurs les plus dynamiques de l'économie portugaise, secteurs dont le développement est largement tributaire de l'engagement de capitaux extérieurs; alors que des secteurs, plus orientés vers le marché intérieur tels que l'agriculture, le BTP, les services aux ménages sont négligés par les investisseurs étrangers.

<sup>(3)</sup> Par «grands projets» sont désignés les IDE supérieurs à 550 000 contos, soit plus de 5 % du montant global de 1979.

TABLEAU 2

## Répartition sectorielle des IDE (1987)

	Montant en contos	Pourcentage
Agriculture .....	1 945 566	3,2
Industries extractives .....	632 553	1
Industries de transformation .....	18 958 248	30,8
Bâtiments et travaux publics .....	1 301 872	2,1
Commerces, restaurants et hôtels .....	9 637 438	15,6
Transports, stockage, communication .....	1 885 209	3,1
Banques, assurances et services aux entreprises .....	26 866 713	43,6
Services sociaux et aux ménages .....	398 969	0,6
<i>Total</i> .....	61 626 568	100

Source: IIE, Annual Report, 1987.

Au sein de l'industrie de transformation (cf. tableau 3), les interventions étrangères se concentrent essentiellement dans des secteurs tels que «constructions mécaniques et électro-mécaniques», «industrie minérale», «chimie», «pâte à papier», «textiles et chaussures», renforçant par là-même la surspécialisation de l'appareil productif portugais. Là encore, cependant, le poids relatif de chaque secteur est tributaire de facteurs conjoncturels et de la possibilité de «grands projets».

TABLEAU 3

## Répartition des IDE dans l'industrie de transformation (1987)

	Pourcentage
Industries agro-alimentaires .....	4,4
Textiles, chaussures .....	10,7
Filière bois et liège .....	15,5
Pâte à papier, papier et imprimés .....	8,8
Industrie chimique, pétrole, engrais .....	12,6
Industrie minérale non métallique (ciment) .....	26,1
Métallurgie de base .....	0,4
Construction mécanique, électro-mécanique et matériel de transport .....	21,4
Autres industries de transformation .....	0,1
<i>Total</i> .....	100

Source: IIE, 1987.

Un examen plus détaillé de la structure sectorielle des IDE et de son évolution au cours de la dernière décennie révèle que:

- a) Certains secteurs, pourtant largement ouverts à l'initiative privée, ont été totalement négligés par les investisseurs étrangers: il s'agit du BTP, des services aux ménages, de la communication de l'agriculture . . . leurs poids n'a jamais dépassé plus de 5 % du total!
- b) L'importance de l'industrie de transformation reste considérable, même si l'essor des investissements dans le secteur financier, spectaculaire depuis 1982, en diminue le poids relatif.
- c) La progression des services aux entreprises et des institutions financières s'accélère (leur poids est passé de 6,6 % en 1978 à 43,7 % en 1987); ceci pouvant être compris comme une conséquence logique de la place occupée désormais par les capitaux étrangers au sein de l'appareil industriel lusitanien.

Cela étant, notre propos n'est pas ici de procéder à une analyse fine de la répartition sectorielle des IDE mais plutôt d'attirer l'attention sur le fait que les IDE contribuent très largement à la définition du modèle de spécialisation de l'économie portugaise et à la configuration des structures productives du pays.

Motivés par l'exploitation d'avantages comparatifs, notamment la faiblesse des salaires réels<sup>(4)</sup> et la proximité géographique des marchés nord-européens, les IDE renforcent le développement des déséquilibres de l'appareil productif en ce sens qu'ils privilégient les pôles de «spécialisation internationale», c'est-à-dire les secteurs dont la vocation exportatrice est largement affirmée et supérieure à la moyenne nationale, sans que soit nécessairement assurée la satisfaction de la demande intérieure (même si les IDE ne sont pas totalement absents des secteurs générateurs de «dépendance», c'est-à-dire peu exportateurs et inaptes à satisfaire la demande intérieure, tels que biens d'équipements ou agriculture). Pour l'essentiel, il s'agit d'activités, telles que le textile, l'industrie du bois et ses corrélats (papier . . .), l'agro-alimentaire, fortement initiées de l'extérieur et dont la situation est de plus en plus celle d'«enclaves» au sein de l'appareil productif.

Il est d'ailleurs à noter que ces activités dont le développement est très largement tributaire des IDE sont directement concurrencées par celles des NPI (nouveaux pays industriels), et à cet égard nous souscrivons totalement à la formule selon laquelle le «Portugal est devenu la plus 'asiatique' des péri-

---

<sup>(4)</sup> Selon *Business Europe*, le coût horaire moyen du travail s'élevait en 1985 à 1,43 dollar/heure au Portugal contre 9,57 en République fédérale d'Allemagne et 7,67 en France.

phéries européennes» (E. Graça *et alii*, 1983); ce pays ayant bénéficié du même type de délocalisations industrielles que les pays de l'Asie du Sud-Est.

Dès lors, les IDE, sources indiscutables de croissance et d'emploi direct, ne peuvent que renforcer la dépendance technologique du pays, sans pour autant garantir un rééquilibrage de balance commerciale, l'effet net des exportations étant largement inférieur à leur valeur du fait des importations induites en inputs et de l'inaptitude des investisseurs étrangers à prendre en compte la demande intérieure.

Mais à ces déséquilibres macro-économiques (qu'on ne saurait d'ailleurs réduire à l'aspect commercial) s'en superposent d'autres à la fois sectoriels et régionaux, auxquels cet article est consacré.

Avant de les envisager, il convient cependant de préciser sommairement l'origine nationale des IDE au Portugal.

## 2 – Origine des IDE

En 1987, 50 «pays investisseurs» ont été recensés au Portugal. L'analyse des origines des flux d'IDE est cependant malaisée car:

- elle risque d'être biaisée par l'occurrence de «grands projets» comme ce fut le cas en 1985, lorsqu'une seule opération dans le secteur de la pâte à papier représenta 42 % des investissements britanniques;
- le centre de décision effectif d'une entreprise multinationale ne correspond pas nécessairement au pays d'où est issue la participation la plus importante, surtout lorsqu'il s'agit de paradis fiscaux. Nous présumons cependant que le biais résultant de la «domiciliation» des entreprises dans le pays d'où est issue la part principale du capital étranger reste faible et insuffisant pour remettre en cause la pertinence des résultats, dans leur ensemble <sup>(5)</sup>.

Quoiqu'il en soit l'examen des statistiques disponibles permet de dégager quelques conclusions essentielles:

- la CEE est devenue le premier «investisseur» au Portugal, sa part relative — plus de 70 % en 1987 — s'étant largement accrue à l'approche de l'adhésion des pays ibériques (1986). Cette évolution s'est faite au détriment des trois autres ensembles économiques, mais surtout des USA (tableau 4);
- l'étude de l'origine des IDE par pays révèle la prépondérance constante de six pays: Royaume-Uni, Suisse, Allemagne fédérale,

---

<sup>(5)</sup> A titre d'exemple, citons cas du groupe Saint Gobain, dont l'une des filiales espagnoles s'est elle-même en partie délocalisée au Portugal. Dans ce cas, comptabiliser les IDE correspondants comme étant d'origine espagnole revient en fait à sous-estimer le poids d'une multinationale «française».

Espagne, France, USA (tableau 5). La progression fulgurante, et récente, des investissements espagnols signifie-t-il l'abandon d'une tradition d'ignorance mutuelle? Si on ne peut l'affirmer de façon catégorique, le Portugal apparaît aujourd'hui incontestablement comme un nouvel espace de déploiement pour un capitalisme espagnol de plus en plus extraverti;

— le Portugal reste toujours une terre de prédilection pour les investisseurs britanniques.

TABLEAU 4

**Origines des IDE**

	Ensemble des IDE — Pourcentage				Ensemble des IDE corrigé des «grands projets» — Pourcentage			
	1984	1985	1986	1987	1984	1985	1986	1987
CEE (Espagne incluse)	37,9	68,9	68,4	72,5	53,9	45,4	72,9	( <sup>1</sup> )
AELE .....	13,3	7,3	18,4	7	19	14,4	12,7	( <sup>1</sup> )
USA .....	35	14,7	7,7	11,2	7,5	22	8	( <sup>1</sup> )
Reste du monde .....	13,8	9,1	5,5	9,3	19,6	18,2	6,4	( <sup>1</sup> )
<i>Total</i> .....	100	100	100	100	100	100	100	

(<sup>1</sup>) Non disponible.

Source: IIE.

TABLEAU 5

**Principaux pays d'origine des IDE (contribution en pourcentage du total des IDE)**

	Ensemble des IDE — Pourcentage			
	1984	1985	1986	1987
Royaume-Uni .....	9,7	41,7	22,4	23,8
Suisse .....	10,1	5,5	15,8	4,1
Allemagne fédérale .....	4,1	3,6	14,8	5,5
Espagne .....	2,3	3,6	11,1	20,1
France .....	11,9	8,3	9,5	7,9
USA .....	35	14,7	7,7	11,2
<i>Total (six pays)</i> .....	73,1	77,3	81,4	72,5

Source: IIE.

Cela étant, il importe surtout de souligner l'importance de la spécificité nationale dans le comportement des investisseurs étrangers. Les secteurs d'intervention, tout comme les stratégies développées, apparaissent nettement différenciées selon les pays d'origine: telle était déjà la conclusion d'une étude menée par V. Corado Simões (1983). Globalement, les entreprises à participation étrangère ont une vocation exportatrice nettement affirmée, notamment en direction des deux zones de libre-échange européennes, la corrélation étant

élevée entre l'origine des capitaux et la destination des exportations (V. Corado Simões l'a estimée à 0,85). Mais par delà cette orientation générale, trois stratégies bien distinctes d'intervention déterminent la pénétration des capitaux étrangers au sein de l'appareil productif portugais:

- 1) Une première catégorie d'investissement étranger est définissable par son orientation sélective en faveur de l'exploitation des ressources naturelles. Il s'agit là notamment des investissements d'origine britannique, qui, pour des raisons liées à l'histoire des relations politiques et militaires puis économiques entre les deux pays, privilégient certains secteurs d'intervention tel celui de la pâte à papier. Le but d'une telle présence au Portugal est de préserver une forte prééminence au sein du marché mondial; le pays d'origine n'étant pas alors le débouché exclusif des produits. Cette stratégie s'apparente en fait à la «stratégie d'approvisionnement» définie par J. Savary (1987);
- 2) Une seconde catégorie d'intervention trouve son origine chez des investisseurs dont la stratégie vise à faire du Portugal une «plateforme de transformation directe». Implantées dans ce pays, en raison principalement de la faiblesse des salaires réels, les entreprises concernées réexportent vers leur pays d'origine la quasi-totalité de leur production. Illustrent parfaitement cette situation les implantations suédoises dans le secteur de l'habillement, ou allemandes dans des industries de construction mécanique et électromécanique. Les entreprises en question dépendent directement de maisons-mères restées dans le pays d'origine. Tout nous donne à penser que ce modèle d'intervention est appelé à se développer dans le contexte de la recomposition de la DIT en Europe du Sud, consécutive à l'élargissement de la CEE. Ce modèle correspond à une «stratégie pure de production» au sens de J. Savary (1987);
- 3) L'attractivité du Portugal, en tant que plateforme de transformation indirecte à partir de laquelle il est possible de gagner des parts de marché en Europe, explique l'importante présence d'entreprises américaines, japonaises ou même brésiliennes (16,5 % des flux d'investissements de 1987). La stratégie des firmes transnationales issues de ces pays vise somme toute au travers d'accords de joints-ventures à obtenir un label européen pour contourner les barrières communautaires. Comme le note J. Ferrão (1988), le Portugal joue ici une fonction de tremplin pour les capitaux extérieurs à la recherche de nouvelles parts de marché au sein de la CEE.

L'origine des capitaux, leur intégration sectorielle, la vocation exportatrice des entreprises concernées sont autant de variables caractérisant le phéno-

mène de l'IDE et susceptibles d'altérer les dynamiques régionales au Portugal. Aussi est-ce à leurs incidences spatiales que nous consacrerons la suite de cet article.

## **II — Localisation des IDE et dynamiques régionales**

### **1 — Précisions méthodologiques**

L'analyse de l'impact régionale des investissements étrangers au Portugal requiert d'une part une information statistique précise relative aux entreprises à participation étrangère, et un découpage régional pertinent; cette exigence étant accrue dans le cas portugais du fait de l'inexistence de régions administratives. D'autre part elle nécessite le calcul d'une batterie d'indicateurs synthétiques de localisation.

#### **a) Présentation de l'échantillon étudié**

L'Institut de l'Investissement Etranger (IIE) enregistre toutes les entreprises à capital ou à participation étrangère. En mettant à notre disposition l'essentiel des informations ainsi disponibles, l'IIE — il nous faut ici lui témoigner notre profonde reconnaissance — nous a permis de constituer un échantillon d'entreprises à capital étranger; échantillon par définition non exhaustif, mais somme toute extrêmement représentatif de la présence étrangère au Portugal, puisque, selon nos estimations, couvrant plus des  $\frac{3}{4}$  du montant global du capital social des entreprises à capital étranger enregistrées au Portugal fin 1985 ou 1986, selon les pays d'origine <sup>(6)</sup>.

Ont été pris en compte ici les seules entreprises dont la participation étrangère excède 20 % du capital social. Afin d'éviter tous les doubles comptes, nous avons affecté toute entreprise au capital en provenance de plusieurs origines, au pays d'où est issue la participation la plus importante.

Au total, l'échantillon étudié ici comprend 1471 entreprises à capital totalement ou partiellement originaire de 27 pays différents. Pour chacune des entreprises, on été retenues les informations suivants (outre la raison sociale): le secteur d'activité, le montant du capital social, le montant global des participations étrangères en valeur absolue et en pourcentage du capital social, les mêmes montants par pays d'origine, le district de localisation.

L'analyse de ces données nous permet de dégager les tendances les plus significatives concernant la place prise par les investissements au sein des systèmes productifs régionaux. Il convient cependant de préciser les principales limites de l'étude. Elles concernent en premier lieu le pays d'origine de l'investissement étranger dont on n'est pas certain qu'il coïncide avec le cen-

---

<sup>(6)</sup> Le lecteur pourra se reporter, pour plus de détails, à nos travaux antérieurs (Carrière, 1987, et Reix, 1987).

tre de décision effectif de l'entreprise. Mais surtout, un second facteur d'incertitude renvoie à la possible non-adéquation entre la localisation du siège social de l'entreprise — la seule connue — et celle de son ou ses établissement(s) productif(s). Le biais introduit reste faible dans la mesure où la grande majorité des entreprises implantées au Portugal sont des entreprises de moyenne dimension à établissement unique, le siège social étant situé sur le site même de la production. En fait, la dissociation entre siège social et établissements est un fait significatif pour un nombre restreint d'activités telles que l'industrie extractive ou les activités immobilières (ce qui, dans ce dernier cas, conduit à sous-estimer le poids des localisations sur la côte sud de l'Algarve). Cette observation ne peut suffire à altérer les conclusions générales de l'étude.

#### **b) Identification des ensembles régionaux portugais**

L'analyse a été conduite en retenant deux niveaux de désagrégation spatiale: une première approche a été réalisée au niveau des divisions administratives que constituent les districts. Mais dans un second temps, il a fallu (faute de régionalisation pré-existante) recourir à des ensembles régionaux relativement homogènes en termes de structures et de développement socio-économique (7). C'est pourquoi nous avons utilisé le découpage régional obtenu par analyse en composantes principales et que nous avons proposé, à des fins analytiques, dans certains de nos travaux antérieurs (Carrière, 1987, 1988 et 1989). Au total, le découpage retenu permet de distinguer cinq «ensembles régionaux» au sein desquels l'investissement étranger joue un rôle très contrasté, comme on le verra par la suite:

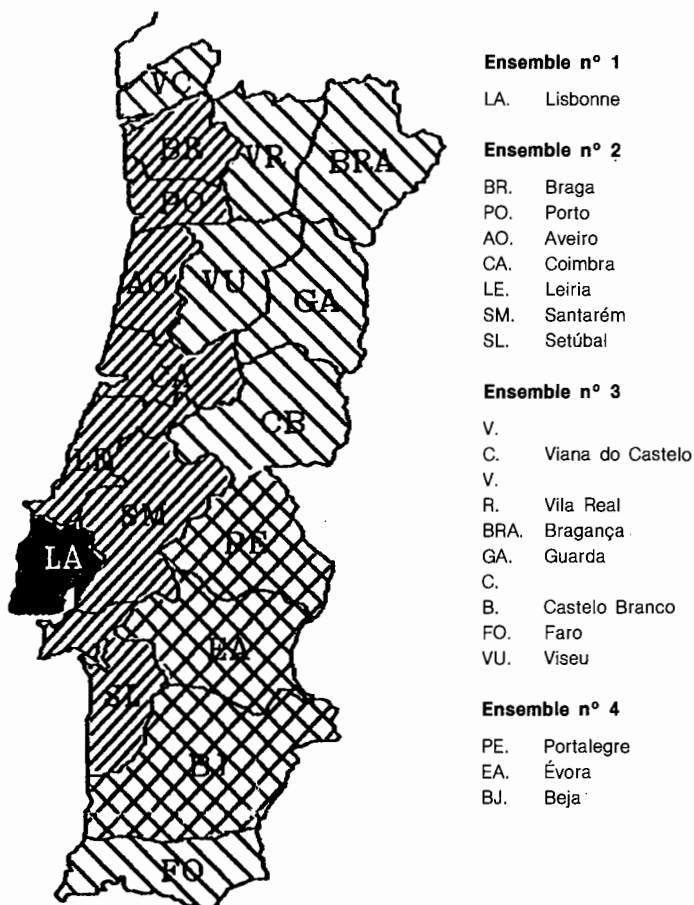
- l'ensemble n° 1 se limite au district de Lisbonne, le seul à présenter une gamme complète d'activités et d'équipements;
- l'ensemble n° 2 réunit tous les districts littoraux de Braga à Setúbal. Il rassemble l'essentiel de la population urbanisée et des industries non lisboètes;
- l'ensemble n° 3, discontinu, comprend l'ensemble des districts du Nord et du Centre Intérieur; ainsi que ceux de Faro et de Viana do Castelo qui, malgré leur façade litorale et leurs spécificités évidentes, ont en commun avec le reste de la «région» un niveau de développement faible et une sous-industrialisation criante. Il s'agit là au total d'un ensemble de districts caractérisés par leur marginalisation et la stagnation de leurs activités agro-pastorales;
- l'ensemble n° 4 se confond avec le Sud Alentejan, fortement rural, sous-peuplé et sous-industrialisé.

Enfin, pour la commodité de l'analyse, nous avons rassemblé en un cinquième ensemble, les îles (Madère et Açores), malgré une absence d'homogénéité évidente.

---

(7) La faible dimension des districts portugais otant toute signification aux analyses statistiques, certains districts réunissant moins de 10 entreprises à capital étranger.

## Découpage régional du Portugal en ensembles homogènes



### c) Les indicateurs de localisation

L'analyse de l'impact régional des IDE proposée ici repose essentiellement sur le calcul d'un certain nombre d'indicateurs — ou quotients — de localisation au sens de S. Florence (1953). Il s'agit principalement du:

— coefficient de spécialisation productive régionale, défini par la relation suivante:

$$CS_{ij} = \frac{x_{ij}/x_i}{X_j/X}$$

où  $x$  désigne l'activité au niveau régional et  $X$  l'activité au niveau national.

L'«activité», dans le cas présent, est mesurée soit par le nombre, soit par le montant du capital social des entreprises à parti-

cipation étrangère;  $i$  étant relatif aux espaces (districts ou ensembles régionaux),  $j$  désignant, selon les calculs, soit le secteur d'activité de l'IDE, soit sont pays d'origine.

Cet indice permet de mesurer le degré de sous — ou sur — représentation des IDE dans une région par rapport à la moyenne nationale.

— l'indicateur de spécificité régionale de chaque région qui se définit par la relation:

$$S_i = \sum_j C.S_{ij} \frac{x_{ij}}{x_i}$$

— le degré de concentration spatiale défini par:

$$S_j = \sum_i C.S_{ij} \frac{x_{ij}}{x_j}$$

Il convient de rappeler ici les limites inhérentes à une telle méthodologie, énoncées dans un autre contexte, par René Gendarme (1976):

La référence à la moyenne nationale n'apporte qu'un éclairage pédagogique, mais en aucun cas, une norme vers laquelle il faudrait tendre.

## **2 – La contribution des IDE aux dynamiques régionales portugaises**

Dans sa formulation la plus générale, la conclusion de notre étude peut se résumer de la façon suivante:

- les IDE accentuent les disparités régionales;
- les IDE renforcent les spécificités productives régionales.

### **a) Les IDE et les disparités régionales**

La dynamique régionale et urbaine lusitanienne, avons-nous déjà montré (Carrière, 1985 et 1987), est marquée par:

- le développement privilégié et macrocéphalique d'un nombre restreint d'aires métropolitaines (Lisbonne et Porto essentiellement);
- une marginalisation accentuée des régions à vocation agropastorale en contrepoint d'un développement accéléré des zones manufacturières du littoral.

Il ne fait pas de doute que, par ses choix de localisation, l'IDE participe largement à cette dynamique. A la recherche d'externalités positives, liées notamment aux dotations locales en infrastructures de transport, notamment maritimes (près de 90 % des exportations portugaises se font par mer!), les investissements étrangers contribuent à la formation des déséquilibres structurels majeurs qui affectent le fonctionnement spatial de l'économie portugaise.

Si tel est notre constat, nous n'entendons pas pour autant affirmer l'existence d'un lien de causalité directe entre le phénomène de la croissance des IDE et celui des disparités régionales. Une telle conclusion pour être retenue exigerait sans nul doute des réflexions théoriques et des investigations empiriques plus approfondies, car les déséquilibres régionaux portugais sont aussi largement tributaires de facteurs internes. Mais, au vu des résultats, il ressort que la complémentarité est étroite entre les deux phénomènes et leurs relations nettement bi-univoques, les entreprises étrangères se localisant dans les régions les mieux insérées à la DIT.

Au vu du tableau 6, il apparaît que les asymétries régionales observées à partir de la localisation des investissements étrangers sont encore plus accentuées que celles mises en évidence par d'autres indicateurs (revenu ou PIB par tête, etc.), car les IDE jouissent d'une liberté d'installation supérieure à celle des investissements nationaux. Au total, sur 1471 entreprises recensées, près de 63 % sont localisées dans le district de Lisbonne (3 % de la superficie du Portugal continental). Lisbonne, Porto et Faro rassemblent, ensemble, 84 % des entreprises étrangères. L'observation de la répartition du capital social renforce l'impression d'un déséquilibre considérable en faveur de la région lisboète concentrant à elle seule 74 % du montant global. En revanche, certains districts sont totalement — ou presque — délaissés par les investisseurs étrangers: tel est le cas de Vila Real, Bragança, Guarda, Castelo Branco, Viseu. Cependant, dans les trois derniers cas cités, certains indices (localisation d'usines de montage automobile) laissent présumer l'émergence d'une nouvelle dynamique explicable par la proximité de la frontière espagnole.

De plus, les zones les mieux insérées à la DIT attirent les plus importants des investissements étrangers: Lisbonne rassemble 83,3 % des entreprises dont le capital social excède un million de contos; le littoral de Braga à Setúbal est le siège de plus de 95 % des entreprises dont le capital social est supérieur à 250 000 contos. En revanche, les districts du Nord, de l'Intérieur et du Sud n'attirent, pour l'essentiel, que des entreprises dont le capital n'excède pas 100 000 contos<sup>(8)</sup>.

TABLEAU 6

**Répartition des entreprises à participation étrangère par districts**

	Nombre d'entreprises		Montant total du capital social originaire de l'étranger		
	Nb	En pourcentage	En contos	En pourcentage	Moy. en contos
Lisbonne . . . . .	921	62,6	78 116 517	74	84 817
Aveiro . . . . .	34	2,3	1 445 792	1,4	42 523
Braga . . . . .	27	1,8	1 432 862	1,3	53 068

<sup>(8)</sup> Cette relation localisation-taille de l'investissement a été étudiée en détail dans nos travaux antérieurs (Carrière, 1988, et Reix, 1988). L'utilisation du test du khi-2 a révélé une étroite relation de dépendance statistique entre les deux variables.

	Nombre d'entreprises		Montant total du capital social originaire de l'étranger		
	Nb	En pourcentage	En contos	En pourcentage	Moy. en contos
Coimbra .....	16	1,1	4 904 476	4,6	306 529
Leiria .....	17	1,2	123 277	0,1	7 251
Porto .....	185	12,6	7 959 398	7,5	43 023
Santarém .....	13	0,9	395 850	0,4	30 450
Setúbal .....	50	3,4	2 003 571	1,9	40 071
Bragança .....	1	—	810	—	810
Castelo Branco	4	0,3	255 893	0,2	63 973
Faro .....	120	8,2	2 777 981	2,6	23 149
Guarda .....	3	0,2	72 150	0,1	24 050
Viana do Castelo	10	0,7	259 341	0,2	59 265
Vila Real .....	1	—	25	—	25
Viseu .....	4	0,3	237 060	0,2	59 265
Beja .....	31	2,1	3 686 266	3,5	118 911
Évora .....	15	1	177 305	0,2	11 820
Portalegre .....	7	0,5	1 179 188	1,1	168 455
Iles .....	12	0,8	505 609	0,5	42 134
<i>Ensemble</i>	1471	100	105 533 371	100	71 742

Au total, il apparaît donc que les investisseurs étrangers par leurs choix de localisation renforcent une hiérarchie spatiale pré-existante, tout en accentuant la sur-spécialisation des pôles de croissance traditionnels du pays.

Un tel constat justifie le développement de l'analyse à une échelle plus large que celle du district, au niveau «régional», notamment en ce qui concerne l'étude des relations «pays d'origine-région d'accueil». Cette étude que nous ne présenterons pas ici en détail a été menée en retenant deux indicateurs:

- le nombre d'entreprises par ensemble régional et par pays d'origine;
- le coefficient de spécificité régionale par pays d'origine <sup>(9)</sup>.

La capacité de chaque «région» à attirer les investissements étrangers peut se mesurer par un indicateur très simple, à savoir le nombre de pays représentés dans chaque ensemble régional. A l'exception de la Grèce, tous les pays présents dans notre échantillon ont investi dans la région lisboète, alors que la région littoral n'enregistre que la présence de 23 pays, l'ensemble n° 3 (Nord-Centre Intérieur + Algarve) de 15, l'Alentejo de 11 et les îles de 5 pays.

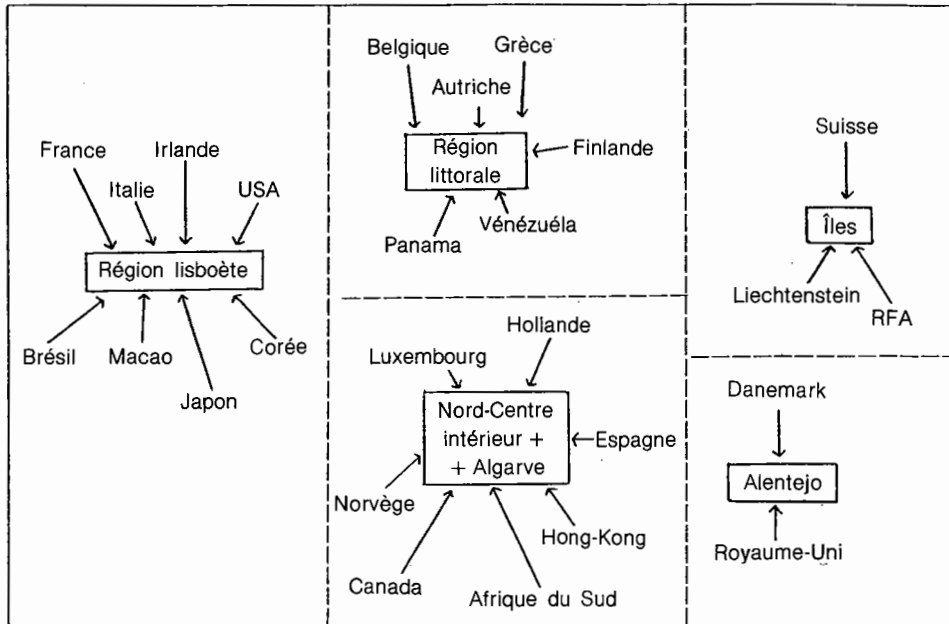
(9)

$$C_j^i = \frac{\frac{\text{Capital social des entreprises du pays } i \text{ implantées dans la «région» } j}{\text{Capital social des entreprises du pays } i}}{\frac{\text{Capital social des entreprises étrangères implantées en } j}{\text{Capital social étranger tous pays confondus}}}$$

L'analyse des coefficients de spécificité régionale nous a permis de construire le schéma 1, révélateur de l'attraction préférentielle des régions sur certains pays (chaque pays étant «affecté» à la région pour laquelle  $C'_i$  est le plus élevé). On observera notamment que les pays sur-représentés dans la région lisboète sont peu présents dans les autres régions; mais, en revanche, les pays représentés dans les ensembles n<sup>os</sup> 3 et 4 (Nord-Centre Intérieur et Alentejo) sont également très présents sur le littoral.

SCHÉMA 1

Découpage du Portugal par les investisseurs étrangers selon les pays d'origine



Le lecteur intéressé par une analyse plus détaillée de cette question est invité à se reporter aux travaux à l'origine de cet article, mais il importe de souligner ici la conclusion principale qui s'en dégage: la stratégie de localisation des entreprises à capital étranger n'est pas identique selon les pays d'origine (ce constat devant d'ailleurs être relié à celui de différences de stratégies sectorielles). Tout se passe donc comme si les investisseurs étrangers «se partageaient» de façon complémentaire le territoire portugais. En d'autres termes, l'origine des capitaux étrangers n'est pas indifférente à leur implantation régionale, et les «pays» investissant au Portugal ne contribuent pas tous de la même façon à la formation des disparités régionales.

## b) IDE et spécificités productives régionales

Par leur choix de localisation régionale, les investissements étrangers participent très largement à la spécialisation productive des régions portugaises. Cette hypothèse est déjà en grande partie confirmée par les calculs des indicateurs de spécificité des ensembles régionaux,  $S_i$ , et de concentration spatiale,  $S_j$  <sup>(10)</sup>. Les résultats de ces calculs sont consignés dans les tableaux 7 et 8. Il en ressort que:

- l'Alentejo est de loin la région la plus spécialisée ( $S_i = 9,10$ );
- d'une façon plus générale, les régions les plus déprimées du Portugal (3, 4, 5) accueillent des investissements peu diversifiés, contrairement aux zones littorales, pour lesquelles  $S_i$  est faible;
- les entreprises «étrangères» de l'agriculture ou du secteur «Restaurants et hôtels» sont spatialement très concentrées, alors que celles des autres secteurs sont mieux réparties sur l'ensemble du territoire ( $S_j$  est faible dans ce cas-là).

Ce ne sont là cependant que des premiers résultats généraux qui demandent à être complétés par des calculs plus fins; c'est pourquoi nous avons également calculé les coefficients régionaux de spécialisation sectorielle.

TABLEAU 7

### Indicateurs de spécificité des ensembles régionaux ( $S_i$ )

Régions	Alentejo	Nord-Centre Intérieur + Algarve	Algarve seul	Iles	Littoral	Lisbonne
$S_i$ .....	9,11	3,25	4,37	2,38	1,50	1,12

TABLEAU 8

### Indicateurs de concentration spatiale des IDE par secteurs d'activité ( $S_j$ )

Secteurs	Agriculture	Restaurants et hôtels	Banques, assurances et services aux entreprises	Services aux ménages	Transports et commu- nication	Industries de trans- formation
$S_j$ .....	6,21 BTP	4,44 Industries extractives	2,27 Commerces	1,60	1,30	1,26
	1,24	1,20	1,15			

$$^{(10)} S_i = \sum_j \frac{x_{ij} X_i}{X_j X} \cdot \frac{x_j}{x_i} \text{ et } S_j = \sum_i \frac{x_{ij} X_i}{X_j X} \cdot \frac{x_j}{x_i}$$

où:

$x$  = nombre d'entreprises à capital étranger comptabilisées au niveau régional;  
 $X$  = nombre d'entreprises à capital étranger comptabilisées au niveau national;  
 $i$  étant relatif aux espaces,  $j$  aux activités.

L'utilisation de tels coefficients (11), présentés dans le tableau 9, permet de définir les spécificités sectorielles des IDE de chaque région. A cet égard, nous pouvons constater que:

- la région lisboète attire principalement des entreprises soit liées à l'activité de construction, soit tertiaires, renforçant par là-même l'orientation productive de cette région: les indices sont nettement supérieurs à l'unité pour les secteurs commerce, transports, banques et assurances, services divers;
- a l'opposé, la «vocation manufacturière» du littoral atlantique est renforcée par la surspécialisation productive des investissements étrangers se localisant dans cette région: ainsi, les deux tiers des entreprises à capital étranger localisées sur le littoral entre Braga et Setúbal appartiennent-ils au secteur manufacturier, principalement IAA, textiles, bois, constructions mécaniques et électriques. Cette proportion est presque deux fois plus élevée que celle observée dans l'ensemble du pays, et plus de deux fois plus élevée que celle constatée dans la région lisboète;
- l'ensemble régionale n° 3 (Nord et Centre Intérieur plus Algarve) est, on l'a vu, globalement peu attractif pour les investisseurs étrangers. Remarquons à cet effet que sur 143 entreprises recensées, 120 sont localisées dans l'Algarve. Cependant, là encore, la structure du système productif est confirmée et renforcée par l'appartenance sectorielle des entreprises à capital étranger: les coefficients régionaux de spécialisation sectorielle excèdent l'unité dans le secteur primaire, les hôtels-restaurants, et les services aux ménages et à la collectivité. Encore faut-il préciser que pour ces deux derniers cas, la spécificité sectorielle ne concerne que l'Algarve en raison de sa vocation touristique, à l'exclusion des autres districts composant l'ensemble régional;
- enfin, l'Alentejo se voit confirmer dans sa structure mono-productive puisque dans tous les secteurs, les coefficients sont nuls ou proches de 0, à l'exception de l'agriculture, où  $C.S_{ij}$  atteint le niveau record de 12,03, et des industries extractives. Négligé par les capitaux étrangers, l'Alentejo, région périphérique et à l'écart de la DIT s'il en est, n'attire en fait qu'un nombre limité (53 en tout) d'investisseurs étrangers, d'origine danoise ou allemande le plus souvent. Leur objectif principal est la mise en

---

(11) De la forme  $C.S_{ij} = \frac{x_{ij}/x_i}{X_j/X}$

où:

$x$  est l'effectif d'entreprises «étrangères» comptabilisées au niveau régional;  
 $X$  est l'effectif d'entreprises «étrangères» comptabilisées au niveau national;  
 $i$  (de 1 à 5) est relatif aux «ensembles régionaux»,  $j$  aux secteurs d'activité.

valeur de domaines agricoles (39 entreprises sur 53; domaines constitués dans certains cas en rachetant les «réserves» rétrocédées aux anciens latifundistes après la réforme agraire de 1975-1977).

TABLEAU 9

**Coefficients de spécificité productive des ensembles régionaux portugais  
(coefficients régionaux de spécialisation sectorielle)**

Secteurs d'activité	Ensemble régional n° 1 — Lisbonne	Ensemble régional n° 2 — Littoral	Ensemble régional n° 3 — Nord-Centre Intérieur + + Algarve	Ensemble régional n° 4 — Alentejo	Ensemble régional n° 5 — Iles
Agriculture .....	0,25	0,43	2,97 (3,27)	12,03	2,72
Industries extractives .....	0,87	0,83	1,33 (0)	2,68	3,95
Industries de transformation .....	0,78	1,91	0,39 (0,12)	0,53	0,93
BTP .....	1,37	0,34	0,62 (0,49)	—	—
Commerces .....	1,27	0,74	0,35 (0,38)	—	—
Restaurants et hôtels .....	0,43	0,27	6,59 (7,86)	—	3,14
Transports et communication .....	1,32	0,45	0,36 (0,43)	—	4,30
Banques, assurances et services aux entreprises.	1,39	0,21	0,73 (0,87)	0,12	0,55
Services sociaux .....	1,08	0,14	2,99 (3,56)	—	—

Note. — Les chiffres entre parenthèses concernent l'Algarve seule.

La relation est donc évidente entre l'orientation sectorielle et l'implantation régionale des investissements étrangers: la probabilité<sup>(12)</sup> d'une relation de dépendance entre la localisation et l'appartenance sectorielle est très élevée, et c'est à ce titre que nous devons admettre que le phénomène des IDE, compte tenu de son expansion, contribue fortement à la pérennisation et au renforcement des asymétries régionales portugaises, en confirmant les spécificités productives. Dès lors, la question se pose des déterminants de la localisation régionale des IDE.

### 3 — Les déterminants de la localisation des IDE

A défaut de données précises, que seule une enquête permettrait de fournir, nous formulerons l'hypothèse d'un comportement de localisation spécifique aux IDE, non soumis aux mêmes contraintes que les investissements nationaux. Les IDE jouissent d'une très large liberté d'installation, alors que

(12) Révélée par le test de khi-2 appliqué à la répartition des IDE par secteurs et par régions (Carrière, 1988).

les contraintes «hors-économie» auxquelles ont à faire face les investisseurs nationaux sont plus fortes (contraintes personnelles des entrepreneurs, facteurs liés à l'«histoire» de l'entreprise, etc.). En outre, ayant le plus souvent une vocation exportatrice, les investisseurs étrangers ne sont pas dans la nécessité de tenir compte d'impératifs d'accessibilité au marché intérieur. Dès lors, il convient de se demander quels sont les facteurs principaux de la localisation des IDE.

Dans le but de réaliser une première approche de cette question, nous avons calculé des coefficients de corrélation entre la variable la plus directement représentative (parmi celles disponibles) de l'importance de l'IDE, à savoir l'effectif des entreprises étrangères par district, et divers indicateurs illustratifs de la dynamique régionale portugaise. Il s'en dégage la conclusion que le choix de localisation des IDE est subordonné à l'existence de quatre grandes catégories de facteurs, dont le poids relatif n'est sans doute pas exactement le même pour les investisseurs nationaux. Il s'agit de:

- *la disponibilité en main-d'oeuvre* — le nombre d'entreprises étrangères par district est très fortement corrélé avec la densité ( $r=0,931$ ) et avec le volume de la population ( $r=0,955$ ). Les IDE se localiseront de façon préférentielle dans les districts les plus peuplés et les plus urbanisés, où le surcoût relatif du travail est compensé par un degré de qualification plus élevé de la main-d'oeuvre;
- *l'équipement urbain* — le déséquilibre du réseau urbain portugais marqué par la macrocéphalie de Lisbonne et de Porto, mais aussi et surtout par l'absence de villes moyennes dans les régions intérieures, explique l'insuffisance des équipements collectifs dans ces mêmes régions (Carrière, 1985). Dans ces zones, la population ne dispose pas d'une accessibilité suffisante à tous les biens et services de quelque ordre que ce soit, et notamment aux biens collectifs. Or, l'accessibilité aux équipements urbains (écoles, hôpitaux, loisirs) constitue un facteur de localisation essentiel pour l'investisseur étranger, à la recherche d'un cadre de vie suffisamment attractif pour le personnel d'encadrement;
- *l'environnement économique* — l'entreprise à participation étrangère arrive au Portugal pour valoriser des avantages comparatifs qui tiennent essentiellement au faible coût de la main-d'oeuvre et à la proximité du marché du nord-européen<sup>(13)</sup>. Or, cet objectif ne peut être atteint qu'en bénéficiant des externalités positives qu'offre un appareil productif régional développé et relativement intégré; ce que confirme les coefficients de corrélation avec le PIB

---

(13) Tel est, par exemple, le cas de Grundig, implantée à Braga, et dont le cas est clairement présenté par A. Dessot dans le journal *Le Monde* du 25 mai 1988.

par district (0,995), la consommation régionale d'électricité (0,927), ou les poids respectifs des secteurs secondaires (0,845) et tertiaire (0,995);

- *la qualité du réseau de communication* — le réseau de communications, notamment terrestres, reste très éloigné des standards nords-européens. Dès lors, ce facteur dont l'incidence sur le choix de localisation a très largement diminué dans les pays les plus développés (Aydalot, 1985) continue à jouer un rôle prépondérant au Portugal, et notamment pour les entreprises à participation étrangère, dont la vocation exportatrice est en moyenne beaucoup plus élevée que celle des entreprises «nationales».

C'est, en définitive, la conjonction de ces facteurs qui explique l'hyperconcentration des investissements étrangers sur le littoral, et principalement autour de Lisbonne ou de Porto; là où les externalités positives sont les plus élevées. En effet, l'investisseur étranger trouvera dans cette région un niveau général de productivité largement supérieur à la moyenne nationale, des secteurs d'appui aux entreprises développées, une population plus jeune et relativement qualifiée, une accessibilité plus grande à l'information extérieure; en revanche l'absence d'un réseau urbain hiérarchisé, d'un tissu industriel intégré, d'un réseau de transport performant . . . expliqueront une attractivité des plus faibles des régions intérieures.

Tout indique que le déséquilibre est appelé à s'aggraver: notre étude concerne un échantillon d'IDE réalisés avant la fin de 1985 ou de 1986, selon les cas. Or, du fait de l'«explosion» des IDE constatée en 1987 et 1988, il y a tout lieu de croire que, malgré quelques implantations importantes le long de la frontière espagnole (Renault, General Motors), les disparités régionales en matière d'investissement étranger vont s'accroître.

### III — Conclusion

Comme nombre d'économies périphériques du bassin méditerranéen et de l'Europe du Sud, l'économie portugaise se développe selon un modèle d'accumulation urbano-industriel de plus en plus dépendant. Par dépendance, nous désignons une situation structurelle caractérisée par une détermination extérieure du processus d'accumulation et de croissance, détermination qui va de pair avec une insertion dans la division internationale du travail, sectoriellement et surtout régionalement différenciée.

L'implantation accélérée de capitaux extérieurs et de firmes transnationales est un «moment» essentiel du processus d'assujettissement de la formation de l'espace économique portugais à une rationalité qui découle de plus en plus nettement de choix extérieurs au pays: dès lors, le dynamisme régional portugais apparaît de plus en plus tributaire de la délocalisation et de l'internationalisation de firmes originaires de pays du «centre» du capitalisme mondial.

A défaut de nous permettre de mesurer l'impact intra-régional des investissements étrangers sous formes de créations d'activités et d'emplois — ce qui supposerait de déterminer leurs effets multiplicateurs mais aussi leurs coûts d'opportunité et leurs coûts sociaux induits —, notre étude nous a permis de constater que l'essor des IDE au Portugal devient un facteur de déséquilibre régional de plus en plus conséquent. Sans doute convient-il de ne pas inverser le sens de la causalité: l'investissement étranger n'est pas la cause première du déséquilibre régionale. Mais il est, de toute évidence, un élément aggravant d'une situation pré-existante, analogue à celle que l'on rencontre sur tout le pourtour méditerranéen, où le développement est polarisé en général autour d'un nombre restreint de zones littorales, offrant le maximum d'externalités positives; tandis que les régions intérieures se voient principalement confier le rôle de «zone de réserve» de matières premières et de force de travail. La Grèce ou la Tunisie présentent à cet égard une similarité frappante avec le cas portugais.

Dès lors, une question se pose: est-il possible, dans un pays comme le Portugal, de limiter les déséquilibres régionaux aggravés par les IDE, alors que tout donne à penser — et notamment l'adhésion à la CEE — que la stratégie d'intégration à la DIT adoptée dans les années 60 est devenue un fait irrévocable.

A notre sens, la réponse à une telle question passe par la définition d'une politique régionale cohérente — dont il faut bien aujourd'hui constater l'inexistence — destinée à combattre la persistance et l'aggravation des inégalités régionales. Une telle politique, compte tenu du contexte portugais, ne peut passer que par la promotion du développement rural dans les régions intérieures, et le développement des petits centres urbains de ces régions, en les dotant du niveau de services indispensables pour attirer les nouveaux investissements, qu'ils soient d'origine nationale ou étrangère. En toute hypothèse, une telle politique ne peut se limiter à l'adoption d'un système d'incitations, calqué sur le modèle français, et visant à orienter les investissements étrangers vers les zones en difficulté; c'est dire que le succès d'une telle politique d'aménagement du territoire reste subordonné à la volonté de réduire les déséquilibres d'une dynamique spatio-économique, aujourd'hui trop directement liée à des pratiques économiques et sociales déterminées de l'extérieur; des pratiques, sources incontestables de croissance et de capitalisation de l'économie portugaise, mais également porteuses de trop grandes disparités régionales et sociales.

#### BIBLIOGRAPHIE

- CARRIÈRE, J. P. (1985), «La dynamique régionale et urbaine d'une économie périphérique: le cas du Portugal», *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n.° 2.  
— (1987), «Structures agraires et disparités régionales: le cas du Portugal», *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n.° 1.

- CARRIÈRE, J. P., et REGNAULT, H. (1987), «L'impact régional de l'élargissement de la CEE dans le bassin méditerranéen: analyse comparée des cas portugais et tunisien», *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n.° 5.
- CARRIÈRE, J. P. (1988), «Investissements étrangers et dynamiques régionales: analyse de la contribution des investissements étrangers à la formation des disparités régionales au Portugal», *Interioridade e Desenvolvimento Regional*, Universidade da Beira Interior, Covilhã.
- (1989), «Les transformations agraires au Portugal», *Economica*.
- CORADO SIMÕES, V. (1983), «Origem do capital e vocação exportadora do investimento estrangeiro na indústria portuguesa», *Revista de Investimento e Tecnologia*, n.° 2.
- FERRÃO (1988), «L'industrie au Portugal. Structures productives et sociales dans des contextes régionaux diversifiés», *Annales de Géographie*, n.° 541.
- FLORENCE, S. (1953), *The logic of british and american industry*, Routledge and Kegan.
- GENDARME, R. (1976), *L'analyse économique régionale*, Cujas.
- GRAÇA, E., FÉLIX RIBEIRO, J. M., et SANCHES RIBEIRO (1983), «Especialização internacional da economia portuguesa e investimento estrangeiro», *Revista de Investimento e Tecnologia*, n.° 1.
- IIE (1986), *Tópicos sobre a Nova Legislação Portuguesa Aplicável ao Investimento Estrangeiro*.
- REIX, V. (1988), *Déséquilibres spatiaux et sectoriels engendrés par la localisation des IDE: le cas du Portugal*.
- SAVARY, J. (1987), «Industries et régions», *Economica*, n.° 1, ADEFI-GRECO.

